

העתונאי ציגלמן מוסר ל"גובל אובזרבטר":

ישראל "מרעילה" אדמות כפר ערבי כדי לאלץ את תושביו לוותר עליהן

ציגלמן גם יודע את "האמת": האדמות מיועדות ליישוב עולים חדשים

זה, וכמוכן אין שום פו"ח
זה ליושב בו עולים —
בשבט שלא יושבו עולים
בשדה מקום שמחיה!

אישור לעובדות אלה מי
דובר ש"המשהון ומתא"ל
שלמה גזית, שהסבירו, כי
השטחים הם חלק מאזור
שנועד לשטח אימונים.

הכתב טוען, שתא"ל גזית
אמר לו כי תכופות הוזהרו
כפריי עקראבה, אולם לשווא,
ולכן הוחלט ללמד לקח.
ציגלמן סבור כי "האמת
שונה": השטחים הללו גועדו
להתיישבות של עולים חדשים
בדומה לאזורים אחרים בגדה
המערבית. לדבריו, כבר הוזח
רם ב־1967 שטח של כ־100
אלף דונם מאדמות הכפר, ו־
עתה רוצים הישראלים, לדבר
ריו, להחרים אדמות גם מי
השטח שגותר.

מקורות יודעי דבר מסרו
לדובר "העריב", כי אמנם
הוספקו שמה מסויים מאד
מות הכפר לצרכי אימוני
נים עיד בשנת 1968. הי
מדובר בשטח קטן בלבד
(לא 100 אלף דונם, ש־
מקולם לא היו מדינות כפר

באת גיי קיפרי,
סופר "מקרים" במארים
טלגרפיות

המיושבל הצבאי של ישי
ראל מפעיל החק על תושבי
כי הכפר הערבי עקראבה
בשומרון, לוותר על אד
מתייהם ואחד בממנעי הי
לחק היה: היעלה האד
מות — מוען השבועון הי
צדפתי: גובל אובזרבטר"
בגיונו ההדעי.

סופרו של השבועון בישי
ראל, ויקטור ציגלמן, כותב,
כי ב־28 באפריל פיזר מטוס
"פייפר" ישראלי רעל כימי
על אדמות עקראבה (כ־10
ק"מ מדרום־מזרח לשכם) ו־
בלילה אחד הושמד יכול חי
טים על פני 2000 דונם.

העתונאי כותב, כי קיבל

affirmer sa neutralité. Depuis 1955, date à laquelle la Finlande est entrée aux Nations unies, ses contingents armés sont mis à la disposition de l'O.N.U. pour le maintien de la paix. Hier, Helsinki a été le siège de la conférence américano-soviétique sur la limitation des armements stratégiques (S.A.L.T.). Demain, la capitale sera le siège de la conférence européenne de sécurité. La Finlande profitera certainement de cette nouvelle occasion pour réaffirmer son neutralisme auprès de la communauté internationale.

« Notre politique de balance, constatait un diplomate, étonne toujours les Occidentaux. Aussi cherchent-ils des pressions de l'U.R.S.S. là où elles n'existent pas. A chaque demande de Moscou, agréée par Helsinki, on parle de « pression » et, dans le cas inverse, de « propagande. » On m'a expliqué le mécanisme assez simple des pressions exercées par l'Union soviétique sur la Finlande. Les dirigeants du Kremlin craignent par-dessus tout les hommes politiques qu'ils connaissent mal ou qui ne leur inspirent pas confiance. Ils se sont opposés aux sociaux-démocrates tant que leur bête noire, M. Tanner, un vieil antisoviétique farouche, était à leur tête: Dès qu'il a été mis sur la touche, l'hostilité des Soviétiques a disparu. Inversement, l'immuable président de la République, Urho Kaleva Kekkonen — élu pour la première fois en 1956 — jouit de l'entière confiance des Soviétiques. « Ceux qui sont partisans du président Kekkonen sont favorables à l'amitié entre la Finlande et l'U.R.S.S. », a-t-on coutume de dire à Moscou. C'est sans doute la raison pour laquelle on tient tant, au Kremlin, à voir le président briguer un quatrième mandat en 1974. Du coup, s'éclaire la nature des relations entre Helsinki et Moscou. L'intérêt que les Soviétiques portent aux affaires intérieures finlandaises est défensif et non pas idéologique. C'est Khrouchchev qui a le mieux résumé leur position en déclarant un jour : « Les Finnois sont libres de choisir leur gouvernement même s'il n'est pas indifférent à l'U.R.S.S. de savoir de quel gouvernement il s'agit. »

Rassemblement poujadiste

Les pressions soviétiques, par conséquent, pourraient devenir vives si les trois grands partis — le parti centriste du président Kekkonen, les sociaux-démocrates du Premier ministre Paasio et les communistes — étaient un jour menacés d'éclatement. Certains Finlandais n'écartent plus complètement une telle situation. Dans les campagnes, où se recrute essentiellement l'électorat du centre, le morcellement exagéré des terres suscite un mécontentement croissant des agriculteurs (20 % de la population) dont a profité le parti des campagnards, sorte de rassemblement poujadiste qui refuse le jeu parlementaire et attire à lui près de 10 % des électeurs. De leur côté, les sociaux-démocrates sont en lutte avec une opposition intérieure d'inspiration gauchiste qui désire une transformation socialiste de la Finlande selon

des critères qui peuvent déplaire aux orthodoxes de Moscou. Enfin, le parti communiste n'a pas encore réussi à surmonter ses divisions. Les deux fractions pratiquent auprès des syndicats une politique de surenchère qui se traduit par une multiplication du nombre des grèves. Il est vrai que ces grèves se développent sur un terrain favorable. Depuis 1971, la machine économique tourne au ralenti tandis que la hausse des prix atteint 7 %. D'autre part, les fortes subventions que réclament les petits agriculteurs se heurtent aux impératifs de l'équilibre budgétaire et de la stabilité des prix.

Tout cela fait que les élections législatives de janvier dernier n'ont pas éclairci l'horizon politique. Un nouveau gouvernement homogène social-démocrate a pu être mis sur pied mais il ne dispose que de cinquante-cinq voix sur deux cents au parlement. Aussi ne peut-on voir en lui qu'une simple équipe de transition. Le mécontentement, s'il s'accroît, risque donc un jour de s'exprimer aux dépens des partis traditionnels. C'est dire l'importance que les autorités accordent aux négociations menées avec le Marché commun pour conclure un traité de libre échange industriel. Mais, là encore, les difficultés sont sérieuses. D'un côté, les pourparlers avec Bruxelles butent sur le traitement à réserver à l'industrie du papier, qui représente 55 % des exportations finlandaises. D'un autre côté, une grande partie de l'opinion reste hostile à toute entente avec la Communauté européenne. « Dans ce cas, m'a expliqué le rédacteur en chef du principal journal communiste d'Helsinki, la Finlande trait un peu trop vers l'Ouest sans pouvoir supporter la concurrence internationale. »

Il se peut donc que la Finlande connaisse, bientôt, une certaine instabilité intérieure. Dans ce cas, l'U.R.S.S. pourrait froncer les sourcils. Du moins si elle n'était plus assurée de voir Helsinki poursuivre une politique étrangère neutraliste.

CHRISTIAN JELEN



URHO KEKKONEN AVEC RICHARD NIXON
Aucun fil dans le dos

Israël

Les blés noirs d'Akraba

Les paysans palestiniens ne voulaient pas vendre on leur a donné une leçon

(De notre correspondant à Jérusalem.)

C'est une très mauvaise route, pleine de bosses et de nids de poule, qui conduit à Akraba, petit village palestinien de quatre mille habitants (plus de six mille avant la guerre de Six-Jours), à dix kilomètres au sud-est de Naplouse, en Cisjordanie occupée. Mais une fois arrivé, on oublie la route : le spectacle de ces collines d'où les oueds descendent en ondoyant jusqu'au Jourdain, à vingt kilomètres de là, respire un calme, une sérénité que rien ne paraît pouvoir troubler.

Pourtant, le 28 avril dernier, un avion israélien, du type Piper, a tourné dans le ciel pour arroser de poison chimique des champs de blé appartenant aux villageois d'Akraba. En une nuit, le blé, semé en décembre dernier sur environ deux mille dunams de terrain (deux cents hectares), a changé de couleur. De vert, il est devenu brun, brûlé par les produits chimiques.

Lorsqu'on m'a raconté cela à Naplouse, j'ai refusé de le croire. Mais, à Akraba, on m'a montré les champs, donné les détails, raconté les épisodes de la longue lutte qui a opposé les villageois aux autorités depuis le jour où les Israéliens ont décidé de confisquer plus de six mille dunams de bonne terre « cultivée par nous, me dit le mukhtar du vil-

lage, depuis que le sultan turc Abdülhamid nous la donna ».

Du côté israélien, on ne nie pas les faits. On admet avoir arrosé les champs de produits chimiques. Mais c'était pour « donner une leçon aux villageois », qui s'étaient à labourer des champs dont l'armée leur avait interdit l'accès. Pourquoi ? « Parce que ces champs font partie, depuis près de cinq ans, d'un terrain confisqué pour l'entraînement au tir et que nous en avons assez d'avertir les villageois qu'ils risquaient leur vie en s'y rendant », explique le général Chlomo Gazith, responsable de la coordination de l'administration civile dans les territoires occupés. M. N. Lavi, porte-parole de Moshe Dayan, confirme cette version mais parle de terres confisquées en deux étapes : la première, il y a quatre ans et demi ; la seconde, il y a deux ans.

« Monsieur Brown »

Que disent les villageois? Qu'à la fin de 1967, l'armée israélienne a confisqué environ cent mille dunams de terre (sur les 154 000 dunams que possédait le village) à l'ouest de la route de Jéricho. « C'étaient nos meilleures terres car, dans la vallée du Jourdain, il y a beaucoup d'eau. Mais nous n'avons rien dit. L'armée c'est l'armée », dit le mukhtar.

En mai 1971, un représentant de l'administration des terrains en Israël se présente au village et propose au mukhtar d'acheter six mille dunams de terre. Le mukhtar refuse. « Ces six mille dunams étaient les bonnes terres arables qui nous restaient. Comment allions-nous vivre si on leur cédait cela aussi ? » L'Israélien revient à la charge à plusieurs reprises mais le mukhtar refuse à chaque fois de signer l'accord de vente qu'on lui présente. Puis, un jour, un représentant du gouvernement militaire lui signifie que les paysans n'ont plus le droit de se rendre sur les terres en litige et qu'ils feraient donc mieux de les vendre. Les villageois réussissent tout de même à labourer et à semer en décembre dernier. Mais, en février, l'armée entoure ces champs d'un grillage et, en avril, le blé est brûlé. Au début du mois de mai, les villageois écrivent à Moshe Dayan et au ministre de l'Agriculture : pas de réponse. Mais un Israélien vient les voir et leur « conseille » de ne plus écrire de lettre pour se plaindre, s'ils veulent obtenir un jour une compensation pour la perte des terres. Au ministère de la Défense, on déclare « tout ignorer » de la proposition, faite par un certain « Monsieur Brown », d'acheter les terres pour le compte de l'administration et on ne parle que de terrains « confisqués pour des besoins militaires ».

On peut se demander pourquoi, dans ce décor de collines arides, on a choisi, pour en faire un terrain d'entraînement, les champs cultivés. La réponse n'est un mystère pour personne : il s'agit de préparer l'arrivée de pionniers juifs. Akraba n'est d'ailleurs pas le seul village palestinien de Cisjordanie où des pressions sont exercées sur les habitants pour qu'ils vendent leurs terres.

VICTOR CYGIELMAN